

## Jean-Marie Rurimirije revient sur la genèse des cinq ans de la Mutec

@rib News, 07/07/2009J-M Rurimirije : « En finir avec le mal burundais des 3I : Ishari, Inzigo, Insaku » Entretien exclusif avec notre correspondant à Bruxelles Il y a quelques jours, les médias burundais rapportaient qu'après 5 ans d'existence la banque de microfinance Mutec (Mutuelle d'Épargne et de Crédit) a été choisie par Human Sources Africa (H.S.A) comme micro finance de référence en Afrique. La nouvelle a été annoncée à l'occasion d'une visite à Mustafa Niasse (ancien Premier Ministre sénégalais) et Pierre Asash successivement Président Fondateur et ADG de H.S.A. Le Président Fondateur de Mutec, M. Jean-Marie Rurimirije, était de passage cette semaine en Belgique, où il a participé à la remise du Prix de la Culture, attribué à titre posthume à feu Albert Nimbona, lors de l'ouverture "Burundi en Afrique au cœur de l'Europe" qui s'est déroulée samedi dernier 4 juillet à Bruxelles. A cette occasion, nous avons rencontré M. Rurimirije et sollicité un entretien sur les cinq ans de la Mutec et ses tous derniers développements. Fort discret depuis sa nomination comme Conseiller principal chargé de missions auprès du Président de la République du Burundi, c'est devant notre insistance que M. Rurimirije nous a donné rendez-vous le surlendemain afin de répondre à nos questions. Voici l'intégralité de cet entretien riche en enseignements.

Quelle signification doit-on donner à votre présence avant-hier à la cérémonie "Burundi, cœur de l'Afrique au cœur de l'Europe" ? Ma présence n'avait rien de particulier. C'est en tant que lauréat du "Golden Amahoro Iwacu 2008" invité à venir remettre le prix de cette année et c'est avec grand plaisir que j'ai accepté. En plus, je suis toujours membre de la diaspora burundaise de Belgique, je me devrais même être présent à cet événement. On apprend que la Mutec vient d'être choisie par Human Sources Africa comme micro finance de référence en Afrique, quel parcours depuis cinq ans ? Cinq ans pour en arriver là où nous en sommes aujourd'hui ce n'est pas long et beaucoup de choses ont été réalisées pour aboutir à cette étape. Alors passons en revue ces différents moments de l'histoire de la Mutec. Au commencement ce fut semble-t-il la Codibu ? En réalité c'est avec la Mutualité des Grands Lacs (MGL) que tout a commencé. Vers la fin des années 90, au cours de mes nombreux déplacements vers le Burundi, j'ai reçu de nombreuses sollicitations de la part de mes compatriotes de la diaspora, pour envoyer un peu d'argent ou un colis à la famille restée au pays. En 2001, devant le nombre grandissant de personnes qui ne cessaient de me solliciter, j'ai eu alors l'idée de mettre sur pied une association pour connecter la diaspora à la vie du pays d'origine en organisant l'acheminement de colis et aides financières aux membres de leurs familles demeurées au pays. Ainsi naquit la Mutualité des Grands Lacs, MGL en sigle, une association sans but lucratif (asbl) qui se voulait un cadre de solidarité et d'entraide mutuelle. Et comment fonctionnait-elle ? Avec la MGL nous avons mis en place un système classique d'envoi d'argent à un taux plus accessible, pour la diaspora, par rapport aux taux habituellement pratiqués sur le marché. Dans un premier temps, la MGL va organiser les envois à partir de la Belgique, par la suite il y eut une extension à la France, les Pays-Bas, la Suède et la Grande Bretagne. A ses débuts, la MGL fonctionnera avec un bureau de liaison à Bujumbura, mais avec le nombre grandissant des transactions, la MGL conclut un partenariat avec la SBF, Société Burundaise de Financement. Au sein de la MGL, nous avons alors étendu nos activités pour stimuler l'emploi au sein de la jeunesse de la diaspora burundaise de Belgique, et promu dans les bâtiments qui abritent la MGL plusieurs activités et permettant ainsi l'encadrement de plusieurs jeunes de la diaspora tout en leur procurant un "coup de pouce" financier. On y retrouve un "Salon de coiffure", un très grand espace "Parking sous surveillance", un "Garage automobile" et un "Car-wash". Jusqu'aujourd'hui près d'une dizaine de jeunes s'activent quotidiennement à toutes ses tâches. Et la Codibu dans tout ça ? Devant le succès grandissant de la MGL et afin de limiter encore les frais d'envoi de petites aides financières, nous avons décidé de créer au sein de la MGL un projet nommé "Coopérative de la Diaspora Burundaise", CODIBU en sigle, qui va fonctionner par un système d'adhésion. Ainsi la CODIBU va permettre de supprimer pour ses membres, moyennant une cotisation mensuelle de 5 Euros, tout frais d'envoi monétaire vers le pays, quel que soit le montant, développant par là même les canaux d'acheminement de l'assistance aux familles restées au pays. Outre cette facilitation concernant les transactions financières, la CODIBU va mettre sur pied un système d'épargne solidaire pour ses membres permettant notamment de petits prêts d'urgence en cas de coups durs financiers passagers et capable de financer de microprojets au pays afin de créer une présence participative et active de la diaspora dans la reconstruction et le développement de leur pays d'origine. Afin de diminuer les frais de transport, la MGL a conclu avec un transporteur aérien la cession de volumes bimensuels de fret aérien pour ses affiliés, aux fins de l'expédition de colis au pays. Et pour éviter la lourdeur des procédures de douanement, a été mise en place "la CODIBU Agence Plus". Ainsi les colis envoyés par les membres de la diaspora étaient regroupés avec comme résultat un coût de transport extrêmement réduit. Au Burundi la "CODIBU Agence Plus", agréée au mois d'août 2004 par le Ministère des Finances, se chargeait du douanement et assurait ensuite un service "porte à porte" de remise aux destinataires dès que les frais sont payés. La "CODIBU Agence Plus", aujourd'hui mise en veilleuse, faisait aussi des achats de marchandises sur commande et les fait livrer au pays, évitant ainsi les frais de voyages aux commanditaires. Pourquoi en veilleuse ? Parce qu'à ce moment nous avons lancé un nouveau projet qui nous tenait à cœur et qui a accaparé toute notre attention et notre énergie. En effet, constatant que le système bancaire classique avait les portes fermées aux pauvres, nous avons, avec le concours de partenaires privés locaux, lancé au Burundi la "Mutuelle d'Épargne et de Crédit", MUTEC en sigle. C'est donc ainsi que naquit la Mutec. Dès lors l'idée vous est-elle venue ? Nous n'avons pas oublié les "petites gens" du pays et avons décidé de "rompre le cercle vicieux de la pauvreté par l'Épargne-Crédit". Nous nous sommes inspirés du modèle de la "Grameen Bank". Lancée en 1983 au Bangladesh par l'universitaire Muhammad YUNUS, le père du micro-crédit, la "Grameen Bank" voulait casser le cercle vicieux "bas revenu, peu d'épargne et peu d'investissement" pour enclencher une spirale vertueuse "bas revenu, injection de crédits, investissements, plus de revenus, plus d'épargne, plus d'investissement, plus de revenus". (NdR : Grameen signifie "paysan" ou "rural" en bengali) Et comment la Mutec a-t-elle été accueillie sur place ? L'initiative a été bien accueillie les pouvoirs publics locaux. En date du 13 mai 2004 l'autorisation de fonctionnement sera délivrée par les autorités

burundaises et le 23 juillet de cette année eut lieu à Bujumbura le lancement officiel des activités de la MUTEC, lors de l'inauguration de son siège de Bujumbura par le ministre du Développement communal de l'époque, M. Cyrille Hicintuka. Au pays, le succès de la MUTEC ne s'est pas fait attendre. A partir de 7000 Fbu (moins de 5 Euros) on peut ouvrir son compte à la MUTEC, l'un des tarifs les plus accessibles sur le marché bancaires du pays. Le public cible de la MUTEC est constitué par les petits épargnants réguliers en marge du système bancaire classique et qui ont placé tous leurs espoirs dans la MUTEC. Qu'est ce que la Mutec a apporté de plus au Burundi ? En décembre 2005, lors du Symposium sur la microfinance au Burundi tenu à Rotterdam au Pays-Bas, nous avons annoncé que la MUTEC procèdera à la baisse du taux d'intérêt à partir de janvier 2006 sur les crédits octroyés aux clients, passant de 18%. Nous l'avons fait ! Voilà ce qui a réjoui ceux qui nous ont fait confiance, au moment où ailleurs les taux se maintenaient plus de 20%. Aujourd'hui les banques classiques de la place ont été obligées de suivre le mouvement à la baisse. Comment justifiez-vous cette réduction spectaculaire du taux d'intérêt ? Tout dépend de l'objectif visé, surcroît, il faut être conscient qu'il ne sert à rien de prêter si les gens n'arrivent pas à payer. La MUTEC veut que les petites gens puissent obtenir un crédit, et puissent aussi le rembourser sans difficultés. J'ai aussi voulu répondre à l'appel lancé par les participants au Symposium de Rotterdam, pour qui il était inadmissible qu'on puisse appliquer des taux exorbitants pour une population appauvrie par plus de 12 ans de guerre. Sur place, il y a certaines banques qui proposent actuellement des ouvertures de comptes à zéro franc. La Mutec serait-elle dépassée ? Si ces banques veulent aider la population burundaise en faisant une gratuite ouverture de compte, je ne peux que saluer cette initiative. Mais, j'ai malheureusement peur qu'il ne s'agisse en réalité que de la poudre aux yeux pour attirer de l'aveugle par des effets d'annonce publicitaire sans se rendre compte qu'il existe toujours des frais cachés qui compensent les frais d'ouverture. Ce genre d'opération équivaut pour moi à de l'arnaque. De l'arnaque ? Pourriez-vous nous expliquer un peu plus ? Ne vous y trompez pas, toute Banque vit de ses produits. N'oubliez pas qu'il y a toujours des frais de tenue de compte, qui équivalent à combien à votre avis ? L'achat du carnet de chèque et autres frais ? A vous d'investiguer et vous verrez. Je garde pour mémoire la Meridian Bank à l'époque, vous connaissez la suite. Si ces banques veulent réellement aider la population burundaise, ils n'ont qu'à baisser les taux d'intérêt à nous l'avons fait et que nous projetons de baisser encore une fois. La Mutec n'est en aucun cas dépassée car dans le système de la micro finance nous sommes des précurseurs au Burundi sur beaucoup de domaines. Des précurseurs, dites-vous ? Tenez, à notre arrivée toutes les IMF (NdIR : Institution de microfinance) utilisaient encore des fiches cartonnées. Nous avons révolutionné le secteur en introduisant en premier les logiciels bancaires au niveau des IMF. Nous avons été les premiers à solliciter auprès du ministre des Finances l'élaboration de la Loi sur la microfinance au Burundi, loi qui n'existait pas avant notre arrivée, ce qui occasionnait tous les cafouillages qu'on a connu en ce temps. La Mutec s'est battue pour développer la microfinance au Burundi et le monde salue aujourd'hui nos actions par plusieurs partenariats en cours d'exécution. Quels partenariats ? Soyez plus précis. En mai 2007, le Gouvernement burundais nous a invité à nous rendre à Cotonou pour échanger et partager notre expérience avec les cadres techniques en charge de la gestion des Burundais de l'extérieur. Les autorités burundaises voulaient que ces séjours de travail permettent d'identifier les voies et moyens pour l'exécution du Projet de création au Burundi d'une banque similaire à la MUTEC. Nous avons noué un partenariat avec Arab Bank d'Abu Dhabi. Après donc l'Ouganda, le Burundi sera le deuxième pays dans la sous-région à travailler avec Arab Bank d'Abu Dhabi via la Mutec, pour renforcer davantage la lutte contre la pauvreté, en passant par une Institution de la microfinance. C'est dans ce cadre qu'une délégation de banquiers des Emirats Arabes Unis a visité dernièrement la Mutec, pour la voir à l'œuvre. Ils sont très satisfaits et Arab Bank d'Abu Dhabi enverra une mission d'audit pour confirmer la bonne santé de la Mutec et un partenariat attendu avec impatience va alors entrer en action. Enfin nous venons de signer un partenariat avec Human Sources Africa (H.S.A), une organisation basée en France et qui a pour objectif de relever le secteur de micro finance en Afrique. HSA va injecter 3 à 5 millions de dollars dans ce projet avec MUTEC. Avec HSA, la MUTEC va pour commencer être implantée dans 5 pays d'Afrique en plus du Burundi, à savoir le Sénégal, le Mali, le Côte d'Ivoire, le Congo, le Burkina Faso et le Gabon. Le nouveau bâtiment de la MUTEC, qui est en construction au boulevard de l'UPRONA (à côté de White stone) sera finalement le siège de MUTEC au niveau de l'Afrique. La Mutec semble donc avoir de bonnes perspectives d'avenir. Comment pensez-vous participer à la relance de l'économie burundaise avec la crise financière mondiale actuelle ? Une relance de notre économie ne pourra se faire que sur base d'une très bonne concertation entre les différents acteurs qui sont concernés, mais également de la poursuite de l'appui de nos partenaires au développement et autres bailleurs de fonds. A mon humble avis, je crois que l'un des priorités à actionner serait la relance du secteur agricole afin de créer une véritable économie rurale et évidemment la monétarisation du monde rural par le secteur de la microfinance bien encadrée susceptible de porter une façon durable notre croissance interne. La Mutec s'intègre dans cette optique. Il faut donc améliorer le pouvoir d'achat du monde rural pour relancer notre économie dans cette crise économique mondiale. Quels sont alors les mécanismes qu'il faudrait mettre en œuvre pour relancer l'économie burundaise ? Je crois qu'on évolue dans un contexte économique mondial marqué par la morosité et la récession. Vivons, il faut le reconnaître, l'ère de la mondialisation. Cette crise financière mondiale, qui n'est pas épargnée personnellement, traduit la vulnérabilité de l'économie burundaise qui a été durablement éprouvée par plus d'une décennie de violence civile. Mais il convient de retenir que la première préoccupation des autorités est que le Burundi dispose d'un secteur privé fort, plein d'identité, créateur d'emplois et de richesse. Donc une politique conçue dans une démarche participative avec le secteur privé ainsi que nos partenaires au développement. Face à cette crise financière, il y a une peur croissante au sein des diasporas africaines en occident. En tant que membre de diaspora burundaise, quel est votre sentiment à ce sujet ? Je crois que cette crise financière va ralentir la migration. Il faudrait mener une politique migratoire de long terme et non pas fermer les robinets et les rouvrir quand cela arrange les pays occidentaux. La solution donc n'est pas celle de refouler les étrangers chez eux, mais plutôt de mener une politique de formation et d'intégration. Il serait alors une politique cohérente envers les Burundais vivant à l'étranger ? La diaspora burundaise fait partie intégrante

de la Nation et doit être bien organisée. Pour cela il faut : (1) Le renforcement de la représentation des Burundais de l'extérieur ; (2) Créer un espace de rencontre et de regroupement de la communauté burundaise ; (3) Faciliter la réinsertion des migrants désireux de revenir au pays ainsi que leur participation au développement du Burundi ; (4) Le recours constant aux compétences et à l'expérience des membres de la diaspora ; Et enfin (5) qu'ils s'assoient avec les Burundais des 3 I : Ishari, Inzigo, Insaku. (Ndlr : Jalousie, Rancune, Ragots) Et vous personnellement avez-vous déjà été confronté à ce mal burundais ? Je le dis parce que j'ai vu tout cela de plus près. Certains ne m'ont pas compris, j'ai été combattu par des "on dit". J'ai été personnellement visé par des ragots et propos calomnieux portant atteinte à ma vie privée, à mon honneur et à mon image, mais j'ai continué ma route sans trop en tenir compte, puisque j'ai la conscience tranquille. Quand des personnes vous attaquent sur le plan personnel et adoptent une posture diffamante voir insultante, mieux vaut ne pas répondre, cela a toujours été mon attitude. Mais je remarque qu'avec le temps et la nouvelle génération, ce mal burundais va se dissiper. Et j'espère espérer que chacun pourra vaquer à ses propres occupations dans un esprit serein et une ambiance fraternelle comme nous l'avons remarqué samedi soir sur la scène des Beaux arts. La joie qui régnait dans la salle reflétait la paix retrouvée au Burundi. Quand il y a la paix au pays, cette dernière est tout autant ressentie au sein de la diaspora. Vous êtes un incompris puisqu'on vous retrouve dans beaucoup d'activités à l'initiative de la MUTEC, l'ouverture d'une ligne SN vers Bujumbura, négociation informelle avec les FNL, libération de prisonniers de guerre, obtention du Certificat de Maitrise Patriotique des mains du chef de l'Etat Pierre Nkurunziza, organisation d'une Conférence sur la Migration et le Développement dans les Grands Lacs, lauréat de l'African Award 2006, lauréat du Golden Amahoro Iwacu 2008, agrément de la MGL en qualité d'ONG de développement par le ministre belge de la Coopération au Développement, etc. La liste est longue, sans oublier votre fonction actuelle de Conseiller Principal chargé des Missions à la Présidence de la République du Burundi. Hier en Belgique, aujourd'hui au Burundi. Les gens ne s'y retrouvent souvent pas. Que répondez-vous à ceux qui disent que vous en faites trop ? Je leur réponds simplement que je ne ferai jamais assez pour mon pays. Tant que mon Dieu sera avec moi, je suivrai toujours mon étoile. Si j'ai reçu ces distinctions, c'est en tant que membre de la diaspora burundaise, au vu de tous les efforts consentis par la MGL et le don de soi dont toute notre équipe a abondamment fait preuve. Tout cela, je pense, mérite des encouragements et pourrait servir d'exemple et faire émerger des potentialités encore dormantes au sein de la diaspora. Je fais tout cela simplement parce que j'aime mon pays le Burundi, qui m'a tout donné et c'est la République qui m'a fait ce que je suis aujourd'hui. Le Burundi m'a tout donné et je vais tout faire pour le lui rendre. Issu d'une famille modeste, je sais ce que c'est que la misère et c'est la force de travail que je suis arrivé à connaître. Je connais le monde rural pour y avoir travaillé en tant qu'instituteur. Quand on oublie d'où on vient, on ne sait pas où aller ! Je me suis engagé dans de nombreux projets de développement pour venir en aide aux laissés pour compte et aux plus démunis. Je ne prétends pas régler les problèmes de la pauvreté au Burundi, mais nos activités au sein de la MGL et de la MUTEC visent essentiellement à donner aux plus modestes une chance de s'en sortir en appuyant leurs micro-projets, car je ne crois pas à l'assistance. Pour demain, j'ai vu un Burundi fort et tranquille, où régnera l'ordre et la discipline dans le respect de chacun et de tous. Quand il n'y aura plus personne pour se cacher derrière les ethnies, les clans, les régions ou les religions et que toute l'énergie sera consacrée à la lutte contre la pauvreté et à la relance économique. Quand nous serons tous unis, ça va faire mal ! Fin de l'entretien. Propos recueillis le lundi 06/07/2009 par notre Correspondant à Bruxelles